Le Soir
PANORAMA

CRISE FINANCIÈRE : «UN RENARD LIBRE DANS UN POULAILLER LIBRE»

Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Le capitalisme financier est en crise. Une crise sérieuse, profonde, systémique.

L'affaire des subprimes, ces crédits immobiliers hypothécaires consentis par les banques américaines à des ménages non solvables, doit être analysée pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un simple révélateur des dérives d'un système financier capitaliste qui est devenu fou. Et le qualificatif n'est pas trop fort.

A l'origine de la crise, il y a la politique monétaire accommodante de la FED (banque centrale américaine) qui a abaissé les taux d'intérêts et adopté une facilité d'octroi des crédits à la consommation.

Les banques américaines, encouragées par l'expansion de l'immobilier et cette facilité d'obtenir des liquidités, ont développé une stratégie de crédits immobiliers hypothécaires peu regardante sur la solvabilité des emprunteurs, assurées qu'elles étaient de pouvoir revendre les logements financés en cas d'impossibilité des ménages de rembourser les prêts consentis.

La bulle immobilière éclate, les prix des logements baissent et les banques ne peuvent plus récupérer leurs prêts. Mais nous avons observé en début de raisonnement que ces subprimes ne constituent pas le cœur de la crise. Ils en sont le simple révélateur.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Par quels mécanismes la crise financière est-elle arrivée ?

La mondialisation de l'économie s'est accompagnée d'une globalisation financière qui a considérablement développé la finance directe, la finance de marché. Les marchés financiers ont été décloisonnés et les opérations financières se réalisent à un plan mondial.

Les banques elles-mêmes sont devenues des banques de marché vendant et achetant des titres sur les marchés financiers, «les dysfonctionnements actuels s'inscrivent dans la mutation des banques qui, d'intermédiaires financiers qu'elles étaient, sont devenues des courtiers des marchés financiers». Le mot-clé de ce capitalisme financier est la titrisation. Les créances bancaires, les actifs sont transformés en titres négociables sur les marchés et cette titrisation qui s'est accompagnée d'un développement sans précédent des innovations financières est souvent réalisée hors bilan, c'est-à-dire a été non transparente, non contrôlée.

Les marchés interbancaires sont alors inondés de titres dont on ne connaît pas avec exactitude la solidité du support. Ce que l'on appelle aujourd'hui des «produits financiers toxiques» ont ainsi infesté les marchés. Lorsque la bulle immobilière éclate, les subprimes titrisés perdent de leur valeur et une panique s'empare des marchés : les investisseurs, et à leur tête les banques, se méfient les uns des autres, le marché interbancaire se bloque : les banques ne veulent plus se prêter de liquidités les unes aux autres. Les Bourses s'affolent et s'effondrent. Et la crise s'étend à tous les marchés, à toutes les banques (USA, Europe, Asie).

C'est la débâcle du capitalisme financier boursier, spéculateur «cour termiste» à la recherche des gains les plus élevés et les plus rapides possibles. Cette financiarisation de l'économie déconnecte les finances de l'économie réelle et la logique capitaliste financière ignore le capitalisme entrepreneurial.

Le volume des transactions consacrées à l'économie réelle ne représente environ que 2% de la totalité des échanges monétaires !

Cette crise financière mondiale annonce-t-elle la fin du capitalisme financier déréglementé, dérégulé et, avec lui, la fin du libéralisme économique, du laisser-faire, laisser-aller ?

Les économistes libéraux américains et dans leur sillage les libéraux français sont sans équivoque, «il n'y a pas de crise de système.Il y a crise de confiance» ou encore : «Nous n'allons pas passer de l'anarchie à l'étatisme.»

Et l'histoire du capitalisme montre en effet que l'effondrement du système a toujours été évité par une intervention de l'Etat (de type keynesienne) mais dès que la crise est passée il y a retour au «business is usual» comme disent les Américains («ne changeons rien»).

Les bonnes résolutions prises au plus fort de la tempête sont vite oubliées comme «l'ivrogne qui se promet de ne plus boire lorsque sa gueule de bois est à son paroxysme et qui renoue avec la bouteille dès le soir revenu». Ainsi, ceux qui pensent que la crise financière mondiale actuelle signe le glas du capitalisme, se font des illusions et la célèbre phrase de R. Reagan «l'Etat n'est pas la solution. Il est le problème» a toujours cours, même si aujourd'hui l'Etat doit intervenir. Après tout, affirment les libéraux américains, les premiers responsables de la crise actuelle sont le Trésor américain et la FED (c'est-à-dire l'Etat) qui ont fermé l'œil sur l'absence de transparence dans les opérations bancaires et financières. «C'est à ceux qui ont créé la pagaille de la nettoyer. Une fois la crise passée et le système financier reconstruit, il est impératif que l'Etat restitue aux banques la totalité des parts qu'il aura pris à sa charge».

Doit-on pour autant laisser «le renard libre dans un poulailler libre ?» se demandent les régulationnistes qui reconnaissent bien que le capitalisme est le meilleur système de production des richesses mais il faut le réguler, ne pas le laisser totalement libre. La recommandation est encore plus valable pour le capitalisme financier qui a connu ces dernières décennies un développement considérable.

La seconde question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si l'on va revenir au capitalisme entrepreneurial, ce «bon» capitalisme productif de biens matériels et de services socialement et économiquement utiles, comme le souhaite le président français Nicolas Sarkozy. Pure chimère, répondent les historiens du capitalisme : les dérives de la financiarisation de l'économie doivent être jugulées mais pas sa logique devenue incontournable.

C'est par la financiarisation de leurs économies que les pays capitalistes développés ont pu poursuivre l'accumulation du capital, ont pu continuer à s'enrichir.

Leur croissance économique est beaucoup trop faible et en tout cas beaucoup plus faible que celle des pays émergents ces fameux BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), où la croissance est basée effectivement sur leur rôle de producteurs de biens et où leur compétitivité dans plusieurs secteurs est supérieure à celle des anciennes nations capitalistes. Ainsi pour les Etats capitalistes, et à leur tête les Etats-Unis d'Amérique, il faut certes refonder le capitalisme financier mondial, lui trouver des règles de fonctionnement, un code de gouvernance. Mais il n'est pas question de remettre en cause la logique de financiarisation de l'économie car c'est là que le capitalisme réalise aujourd'hui l'essentiel de ses profits (on peut rappeler à ce titre que la part de la manufacture des biens dans le PIB aux USA a baissé de 32% à 13% en trente ans !).

Les USA et les Etats capitalistes européens, il faut bien le comprendre, appellent à une «refondation du système financier international (ce que le Britannique Gordon Brown appelle un «nouveau Bretton Woods» et non pas refondation du capitalisme». Cette refondation du système financier international passe par son plus grand encadrement, sa moralisation, sa transparence, sa nouvelle évaluation comptable, bref un plus grand rôle de l'Etat dans la surveillance du fonctionnement du système mais sans en altérer la logique profonde.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

PAUVRES DE NOUS !

Pourquoi les Algériens sont-ils passionnés par l'élection présidentielle américaine ?

Parce qu'il y a du suspense, pardi !

Une enquête sur la pauvreté ! Une enquête sur la pauvreté qui coûtera la bagatelle de 20 millions de dinars. Ya bouguelb ! D'abord, tu te dis «c'est un canular !» Tu prends un calendrier et là, premier choc : on n'est pas le 1er avril. Mazette ! Tu cours chez le buraliste pour acheter un max de journaux, afin de vérifier si tous les titres donnent cette information, ou s'il s'agit d'une malencontreuse erreur commise par un journal en mal de scoop. Et là, deuxième gros choc : tous tes journaux donnent la même information en gros caractères bien gras. 20 millions de dinars pour enquêter sur la pauvreté en Algérie. Le plus «tuant» dans cette affaire, ce n'est pas tant, ce n'est plus tant qu'une telle idée puisse être imaginée, puisse germer, puisse être cogitée, émise et soumise à acceptation. Non ! Le plus incroyable, là où ça frise le surréalisme, c'est qu'une telle lubie soit admise comme allant de soi. Il est là, le degré zéro de réactivité par rapport à cette énormité. On va débourser un p… de pactole pour «enquêter» sur la pauvreté, et en face, rien ! Personne ne réagit ! Personne ne sort de ses gonds pour dire «Yezzina ! Barakat !» Kess-ke-tu-veux enquêter sur les pauvres en Algérie, Allah yarham babak ? Tu ne sais peut-être pas ce qu'est la pauvreté sous ces cieux ? T'as peut-être des doutes sur l'origine de cette pauvreté ? Tu te demandes qui sont les pauvres dans nos murs ? Tu voudrais éventuellement établir une échelle de la pauvreté algérienne ? T'as peut-être besoin de définir une nomenclature des pauvres, avec une classification, des catégories, des échelons, des sous-échelons, des grades et des rubriques de la misère ? Sinon, c'est quoi ? Il te faut 20 millions pour dire des trucs que je peux te refiler pour 10 DA ? La pauvreté en Algérie, c'est le fruit d'une gestion catastrophique, hégémonique et dictatoriale d'un pays immensément riche par une poignée de mecs ayant confisqué l'espoir à la majorité, transformant cette majorité en vaste réservoir à désespoir, à errance et à dénuement. Le voilà le résultat de ton enquête ! Je viens de t'économiser 20 millions de dinars, mon grand ! Et je fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.